

# Le Parisien ÉCONOMIE

LUNDI 25 AVRIL 2016



@LEPARISIEN\_ECO



FACEBOOK.COM/LEPARISIENECONOMIE

## Valérie Pécresse face aux entrepreneurs



(LP/Arnaud Journois.)

La nouvelle présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France a accepté de participer à notre rendez-vous « Face aux entrepreneurs ». Grand Paris, formation, numérique, transports, culture... C'est autour de ces thématiques qu'elle a pu échanger avec quatre acteurs de l'économie. Pages 2 à 4.



# « Mon objectif : que Paris soit devant Londres »

La nouvelle présidente (Les Républicains) du conseil régional d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, s'est entretenue avec quatre acteurs de l'économie dans le cadre de notre rendez-vous « Face aux entrepreneurs ». Son souhait : renforcer l'attractivité de la région.

## 4,949 milliards d'euros

C'est le budget de la Région Ile-de-France en 2015. Le plus gros poste de dépenses est consacré aux transports (1,8Mds €), aux lycées (704 M€), à l'apprentissage et à la formation professionnelle (689M€).

Dans les couloirs du conseil régional, ses employés la surnomment « la présidente ». Première femme élue à la tête de la région Ile-de-France en décembre dernier, Valérie Pécresse (LR) a accepté de participer à notre rendez-vous « Face aux entrepreneurs ». C'est dans son bureau du très chic VII<sup>e</sup> arrondissement parisien — des locaux qu'elle souhaite quitter pour s'installer en banlieue d'ici trois ans — que l'ex-députée des Yvelines a répondu aux questions de nos quatre chefs d'entreprise. Au

menu : de l'emploi bien sûr... Un thème que l'ancienne ministre — de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, puis du Budget — de François Fillon avait placé au cœur de sa campagne électorale. Mais Valérie Pécresse a également été intarissable sur le Grand Paris, les transports ou encore le tourisme en Ile-de-France. « La plus belle région du monde », affirme-t-elle avec le sourire. Près de quatre mois après avoir posé ses cartons rue Barbet-de-Jouy, celle qui fut pendant cinq ans (2010-2015) au cœur de l'op-

position francilienne semble pressée de réformer la Région la plus riche de France. Avec la gauche s'il le faut. Valérie Pécresse a ainsi cité à plusieurs reprises le nom de la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, avec laquelle elle partage des idées en matière de formation. Restée plus d'1h30 avec nos invités, elle a prolongé la discussion debout, loin de nos caméras. Une vraie politique.

■ SANDRINE BAJOS  
ET HÉLÈNE HAUS



Rue Barbet de Jouy (Paris VII<sup>e</sup>), le 13 avril. Valérie

## Quatre entrepreneurs de choc

A 35 ans, Amanda Spiegel dirige Folies d'encre, la première librairie indépendante de Seine-Saint-Denis. Pour attirer le plus grand nombre dans une ville comme Montreuil où la population est très hétérogène, la librairie mène une politique d'animation très active.



**Amanda SPIEGEL,**  
librairie indépendante en Seine-Saint-Denis

Lectures, dédicaces, rencontres avec les auteurs, mais aussi des buffets, Amanda Spiegel et ses équipes rivalisent d'imagination pour que les gens poussent la porte des Folies d'encre. Elle mène sa barque comme une pro et emploie une douzaine de personnes. Sa librairie de 300 m<sup>2</sup> dégage un chiffre d'affaires de 2M€ et continue à se développer. Une réussite dans un secteur où les marges sont très faibles...

Franck Antignac cumule deux casquettes : celles de salarié et d'entrepreneur.

A 46 ans, il est directeur de Syneos, une PME d'une centaine de personnes basée à Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) et spécialisée dans l'exploitation de carrières, les transports routiers et fluviaux, la fabrication de béton et le recyclage des déblais de chantier. Parallèlement, il a fondé la TPE Cantaur en juin 2013, à Paris. Cette société, qui emploie trois personnes, est consacrée au recyclage du ballast et des traverses de béton des voies de chemin de fer (lignes classiques, RER et lignes à grande vitesse). Son chiffre d'affaires prévisionnel pour 2016 s'élève à 1M€.



**Franck ANTIGNAC,**  
fondateur de Cantaur et directeur de Syneos

En 1994, diplômé de l'Isseg, école de commerce post-bac, Christophe Catoir entre chez Adecco France comme stagiaire. En septembre dernier, à 43 ans, il se voit confier les rôles de la filiale française du numéro 1 mondial de l'intérim.



**Christophe CATOIR**  
président du groupe Adecco France

Ce père de trois garçons qui vit à 100 à l'heure fourmille d'idées pour lutter contre le chômage. Il entend ainsi faciliter l'insertion des jeunes par l'apprentissage et diversifier son groupe pour accompagner la mutation du marché de l'emploi. Avant, le marché c'était essentiellement de l'intérim, des CDD et des CDI. Aujourd'hui, les freelance, les auto-entrepreneurs ou encore les CDI interim sont de plus en plus nombreux...

Diplômé en sciences politiques appliquées à l'environnement,

Thomas Matagne a cofondé Ecov en 2014, une start-up qui travaille en partenariat avec les collectivités locales pour mettre en place un service public payant de covoiturage pour les trajets courts dans les zones périurbaines, voire rurales. L'entreprise a déjà installé cinq stations de covoiturage dans le Val-d'Oise et les Yvelines, où les piétons peuvent entrer en contact avec les automobilistes situés à proximité.



**Thomas MATAGNE,**  
cofondateur et président d'Ecov

## « Nous souhaitons s'ouvrent davantage

◆ **Christophe Catoir :** En Ile-de-France, 100 000 emplois restent vacants. Comment remédier à cette situation ?

A mon arrivée, j'ai découvert que, contrairement aux autres régions, nous n'avions aucune carte des bassins d'emplois pertinents en Ile-de-France qui dise quels sont les besoins des entreprises à proximité de l'endroit où vous habitez. Aujourd'hui, on considère encore qu'on peut vivre à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et travailler dans Le Vexin (Val-d'Oise). C'est franchement difficile ! Nous allons créer cette carte et répertorier les dix métiers en tension sur ces bassins d'emplois pour mieux orienter nos formations. Il faut aussi que la Région puisse délivrer des diplômes reconnus par les branches professionnelles. Nous dépensons 600 M€ par an dans la formation, mais nous allons nous concentrer sur les demandeurs d'emploi. Sur les 700 000 chômeurs franciliens, seuls 50 000 sont formés. D'ici décembre, tout sera remis à plat. Je vais également réclamer un contrat de performance à toutes les formations que je finance pour connaître leur taux de remplissage, leur taux d'échec, de réussite, les débouchés... Et je les publierai ! Je ne leur accorderai plus de subventions si je n'ai pas ces informations.

◆ **Christophe Catoir :** Le taux de chômage varie d'une ville à l'autre. A Roissy, par exemple, il frôle les 30 %...

La plate-forme aéroportuaire de Roissy offre beaucoup d'emplois mais le paradoxe, c'est que les habitants des alentours ne sont pas suffisamment formés à ces métiers. En juin, je vais postuler au projet « Les Campus des métiers » de l'Education nationale. Il s'agit de réunir au même endroit des lycées professionnels, des Centres de formation d'apprentis et des universités pour créer un continuum du CAP au bac +5 sur un même métier. A Roissy, cela pourra concerner la logistique, l'aéronautique ou les transports. Mais nous allons aussi nous attaquer à un autre problème : la maîtrise de l'anglais — qui empêche de nombreuses personnes d'être embauchées à l'aéroport — en ouvrant une formation courte d'anglais aéroportuaire.

◆ **Franck Antignac :** Mon entreprise a créé des emplois en mettant en place un partenariat avec un lycée pour former des conducteurs d'engins. Comment peut-on étendre ce type d'initiative ?

C'est très rare que le proviseur d'un lycée accepte d'adapter son offre de formation aux besoins des entreprises locales et c'est pourtant ce qu'il faut ! La Région





Pécresse veut déménager les locaux de la région en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-de-Marne.

## « Les lycées aux entreprises »

pourra intervenir dans le financement de ces initiatives dès lors qu'elles seront inscrites dans notre carte de formations. Nous souhaitons que les lycées s'ouvrent davantage aux entreprises.

◆ **Thomas Matagne : Les métiers du numérique ont du mal à recruter, alors qu'ils sont tendance. Un emploi sur deux n'est pas pourvu... Que faire ?**

En France, on a la « diplomite » aiguë ! On n'avait pas imaginé que des jeunes sans diplôme puissent coder (*NDLR : maîtriser le langage informatique*) et fonder des entreprises. Nous avons pris du retard, car nous manquons de formations. Nous n'avons pas encore assez de professeurs de l'Éducation nationale diplômés dans cette discipline. Nous devons donc créer des formations professionnelles qui aboutissent à des titres reconnus par le ministère de travail, les branches professionnelles et les entreprises elles-mêmes.

◆ **Thomas Matagne : Le code informatique reste encore très méconnu du public...**

On sous-estime la satisfaction qu'on peut éprouver à l'idée de créer un site, une application... De participer à un tel projet. Je le sais car lorsque j'étais jeune, j'ai travaillé sur la programmation de

sites Minitel, ne riez pas ! Je pensais que j'allais m'ennuyer et j'ai adoré ! Nous vivons dans un monde digital, il faut que tous les jeunes franciliens sachent coder. J'ai entamé un dialogue avec les proviseurs des lycées, car je voudrais mettre du code en option dans tous les établissements d'Ile-de-France. La Région va financer les interventions de professionnels dans les lycées. Le numérique représente également un enjeu énorme pour les PME. Je vais donc leur dédier un fonds afin qu'elles puissent se mettre en ligne pour capter leurs futurs clients.

VIDÉO  [leparisien.fr](http://leparisien.fr)

Retrouvez en vidéo la rencontre sur notre site.



## « Les transports sont indignes des Franciliens »

◆ **Christophe Catoir : Quelles opportunités représente le Grand Paris pour la Région ?**

Mon objectif est qu'on soit devant Londres : en termes d'attractivité, de dynamisme, de création d'emplois et d'entreprises, d'innovation, de créativité culturelle... Il y a 30 ans, Londres était une ville ennuyeuse. Aujourd'hui, c'est l'endroit où il faut être, mais son modèle s'effrite. Elle s'éloigne de l'Europe, la vie y est trop chère. Tous les éléments sont réunis pour que Paris redevienne la capitale européenne. Notre qualité de vie, notre dynamisme entrepreneurial, sont largement comparables à ceux de Londres. Mais le Grand Paris ne doit pas s'arrêter à Paris et à sa petite couronne. Seuls l'Ile-de-France et ses 12 millions d'habitants peuvent rivaliser avec les métropoles mondiales.

◆ **Franck Antignac : Selon vous, quels sont ses secteurs les plus porteurs ?**

Le Grand Paris est avant tout une formidable opportunité pour le tourisme, car notre patrimoine culturel régional est incroyable. Nous accueillons chaque année 31 millions de visiteurs en Ile-de-France, mais 80 % du tourisme est concentré sur Paris, Versailles et Disneyland.

Alors qu'il y a 1 000 autres lieux magiques à découvrir : Provins, Fontainebleau...

Autre problème : les touristes dépensent moins d'argent chez nous. 40 € de moins qu'en Espagne par exemple ! Ils restent également 24 heures de moins qu'à Londres, car là-bas les magasins sont ouverts le dimanche. Il faut qu'ils dépensent leur argent en France. Cela représente une manne d'emplois non délocalisables considérables, qui ne nécessitent pas forcément de qualification.

◆ **Thomas Matagne : Quels sont vos priorités en matière de transports ?**

La rénovation de l'existant ! Aujourd'hui, les transports en Ile-de-France sont indignes des Franciliens et sont un frein à notre attractivité : ils sont vétustes et inconfortables. Le temps passé dans les transports ne doit plus être subi, mais utile. Il nous faut des rames plus spacieuses, équipées en 4G, où on pourra recharger son portable... Mais il faut arrêter d'opposer la route aux transports en commun. Une personne est prête à conduire, prendre le RER, le vélo, si on lui dit que c'est la bonne solution pour se déplacer. La question est de savoir comment on organise

cette intermodalité. Il manque une application prédictive optimale qui nous dise combien de temps on met pour aller de tel point à tel autre à telle heure en fonction du trafic et du mode de transport. Il faut la créer. C'est comme cela qu'on optimisera le mieux les comportements.

La route ne peut pas non plus être uniquement considérée comme un aspirateur à pollution. Tout dépend de qui circule dessus. C'est un chemin. Si on y fait rouler des véhicules décarbonés et silencieux, ce ne sera plus la route du XX<sup>e</sup> siècle.

◆ **Thomas Matagne : Et le covoiturage ?**

Il a sûrement un rôle à jouer. Les 250 km de bouchons franciliens quotidiens ont un impact direct sur la pollution de l'air. Comment y remédier ? En relançant des travaux sur les grands axes, mais aussi en envisageant de nouveaux usages de la route comme l'utilisation des bandes d'arrêt d'urgence aux entrées de Paris. On pourrait y faire circuler des bus électriques longue distance et pourquoi pas des véhicules en covoiturage ? Après, il faut aussi avoir les moyens de verbaliser, car il y aura forcément des fraudeurs...



L'échange avec la présidente de la région Ile-de-France a duré plus d'une heure. (LP/A.J.)

## « La culture, un secteur économique essentiel »

◆ **Amanda Spiegel : Quel est part de votre budget accordé à la culture ?**

Contrairement à ce qu'on peut entendre, j'ai augmenté le budget annuel de 6,6 %, à 88,7 M€. C'est un secteur économique essentiel, créateur d'emplois, qui aide aussi à renforcer la cohésion sociale. Pour citer un exemple concret, la Région va subventionner le Salon du livre et de la presse jeu-

nesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui est devenue une manifestation très importante.

◆ **Amanda Spiegel : Les manuels scolaires des lycéens sont achetés directement par les établissements à des grossistes. Cela engendre une perte de chiffre d'affaires de 15% pour les librairies.**

**Que pouvez-vous faire ?**

J'ai toujours défendu la librairie indépendante. Une ville avec une librairie, c'est une ville de culture. Une librairie attire également d'autres commerces, elle a une force d'attraction très forte... En septembre, la Région va conditionner son aide à l'achat de manuels scolaires des lycées au fait qu'ils soient achetés dans des librairies de proximité.



# Valérie Pécresse vue par les entrepreneurs

« Face au chômage, je l'invite à des partenariats avec le privé »

**Christophe CATOIR,**

Président du groupe Adecco France

« J'ai assisté à une vraie conversation et non pas à un simple débat politique. Nous avons pu traiter des sujets différents et complémentaires. En tant que chef d'entreprise et en tant que citoyen, j'ai vraiment apprécié ce format. Valérie Pécresse connaissait ses dossiers. Je l'ai trouvée très convaincante, tant dans la voix que dans le regard. C'est aussi une femme très volontariste, et de conviction mais qui reste ouverte au dialogue, quels que soient ses interlocuteurs. Sur les deux sujets qui me sont chers, l'emploi et la formation, on sent qu'elle a vraiment envie de

faire bouger les lignes. Certes, elle a été nommée récemment, mais en tant que président du numéro 1 de l'intérim en France, je l'invite clairement à engager des partenariats entre le public et le privé pour faire baisser la courbe du chômage. Et Groupe Adecco est partant car nous partageons les mêmes enjeux, les mêmes objectifs. Mon entreprise a les moyens financiers pour accompagner, former et orienter des jeunes sans emploi vers des métiers pénuriques. De même, concernant les bassins d'emplois de la Région, là aussi, j'appelle Valérie Pécresse à des partenariats. Avec Groupe Adecco, nous pouvons ainsi associer nos informations pour une meilleure lecture du marché. »



Après cinq dans l'opposition au conseil régional, Valérie Pécresse en a pris la tête en décembre 2015. (LP/A.J.)

« Elle semble prête à mettre plus de moyens »

**Franck ANTIGNAC**

Président de Syneos et fondateur de Cantaur

« Il n'y a pas eu de temps mort ! Elle a répondu à nos questions de façon précise, sans se défiler. Et même en « off » après, on a pu discuter. Elle soutient le moratoire régional voté l'an dernier, qui interdit la construction pendant trois ans de nouvelles décharges de déchets inertes en Seine-et-Marne. En tant que société spécialisée dans le recyclage des débris de chantiers, cette décision nous inquiète. Avec les travaux du Grand Paris, on risque de voir apparaître de nombreuses décharges sauvages. J'ai pu lui en

parler, le dialogue n'est pas fermé. J'ai également apprécié son discours sur la place des entreprises privées dans les lycées. En 2012, la société que je dirige a mis en place un partenariat unique en France avec un lycée professionnel de Provins (Seine-et-Marne) pour former des jeunes au métier de conducteur d'engins, qui a déjà permis de créer cinq emplois. Valérie Pécresse a soutenu que les liens entre entreprises et établissements scolaires devaient être renforcés s'il y a de l'emploi à la clé. La Région gère le budget des lycées et semble prête à mettre plus de moyens. Ce sera indispensable pour développer ce type d'initiative. »



C'est sous l'œil de nos caméras que s'est déroulé l'entretien. (LP/A.J.)

« J'ai apprécié qu'elle s'engage clairement »

**Amanda SPIEGEL,**

Libraire indépendante en Seine-Saint-Denis

« J'ai trouvé que c'était une femme pleine d'ambition qui connaissait bien ses dossiers, notamment sur la culture et la situation des libraires. Alors que je ne partage pas ses opinions politiques, je l'ai trouvée convaincante sur la culture. J'ai apprécié qu'elle s'engage clairement à faire des choses et qu'elle ne lance pas de vagues promesses en l'air, comme le font de nombreux politiques. Elle a ainsi déclaré qu'elle relancerait la carte famille au lycée pour l'achat des livres, ce qui est une très bonne nouvelle pour la profession car si les familles achètent directement leurs livres scolaires, la plupart viendront en librairie ! Jusqu'à présent, nous

sommes écartés du circuit, les lycées achetant les manuels scolaires via appels d'offres. De même, elle nous a dit que la région Ile-de-France allait financer le Salon du livre jeunesse à Montreuil, ce que ne faisait pas son prédécesseur. C'est vraiment une bonne nouvelle. Son budget pour la culture ne va pas baisser, nous a-t-elle dit, on ne peut que s'en réjouir ! »

« Elle est ouverte à l'innovation »

**Thomas MATAGNE,**

Cofondateur et président d'Ecov

« Elle veut répandre l'apprentissage du code informatique au lycée. C'est une bonne chose, même si je pense que la lutte contre la fracture numérique ne devrait pas unique-



La présidente de Région veut favoriser les PME dans les marchés publics. (LP/A.J.)

ment se focaliser sur les jeunes, mais sur l'ensemble des générations. Elle a également parlé de sa volonté de développer l'open data à l'échelle de la région pour que les citoyens soient davantage acteurs, aient accès à plus de données. Cela me semble très pertinent. Côté transports, elle est

ouverte à innovation. Elle veut rénover les transports en commun, mais a compris aussi les atouts du covoiturage. Elle a une vision intermodale des transports, qui prend en compte les nouveaux usages. Elle veut aller vers une intégration intelligente et efficace des modes de transports. »

C'est dit...

## Des aides pour le permis de conduire

**Pour certains métiers, pas de permis, pas de boulot.** Du coup, « ceux qui n'ont pas les moyens de le passer sont de plus en plus nombreux à rouler sans permis. Il est urgent d'aider ces jeunes », estime Valérie Pécresse. Elle souhaite donc instaurer la gratuité de la formation des apprentis et des lycéens au code de la route. Elle a aussi proposé que les automobilistes puissent modifier le cartouche dédié aux départements sur leur plaque d'immatriculation (par les initiales de leurs noms et prénoms...) Les recettes engendrées pourraient financer une aide au permis. Reste à obtenir le feu vert du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, car lui seul peut accorder à la région, qui reçoit le profit de la carte grise, l'autorisation de personnaliser les plaques d'immatriculation.

## Priorité aux TPE/PME locales

**Fort de ses 12 millions d'habitants** et d'un budget annuel de plus de 4,9 Mds€, la Région Ile-de-France lance chaque année de nombreuses commandes publiques... Mais pour Valérie Pécresse, les TPE et PME locales sont peu ou mal informées. Elles sont du coup très peu nombreuses à répondre à ces appels d'offre et « c'est un vrai problème ». « Certes, ce sont souvent des gros marchés mais on peut les fractionner, mettre des clauses de service après-vente ou de maintenance pour que les contrats soient passés en priorité avec les PME qui produisent en Ile-de-France. » Pour Valérie Pécresse, « il faut aussi payer très rapidement ces petites entreprises car elles sont souvent à flux tendu financièrement et ne peuvent se permettre d'être réglées des mois après les travaux achevés ». Favoriser l'ouverture aux PME franciliennes est un pari gagnant pour la Région car « plus il y a de concurrence, plus les prix sont raisonnables ! »

## Une bourse pour reprendre ses études

**A la rentrée prochaine,** Valérie Pécresse créera une nouvelle bourse pour les personnes qui n'ont pas eu leur bac et souhaitent reprendre leurs études. « Elles disposeront de 900 € pour les aider à préparer le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) », explique-t-elle. Equivalent au bac, il permet notamment à ses détenteurs de tenter les concours de la Fonction publique pour lesquels le baccalauréat est requis.